

Sweden

- International boundary
- ★ National capital
- Railroad
- Road

0 50 100 Kilometers
0 50 100 Miles

Lambert Conformal Conic Projection, SP 47N/62N

L'expérience de la Suède: des leçons pour le Québec?

Présentation Congrès CJ PLQ

La Pocatière, 11 août 2007

© Yanick Labrie



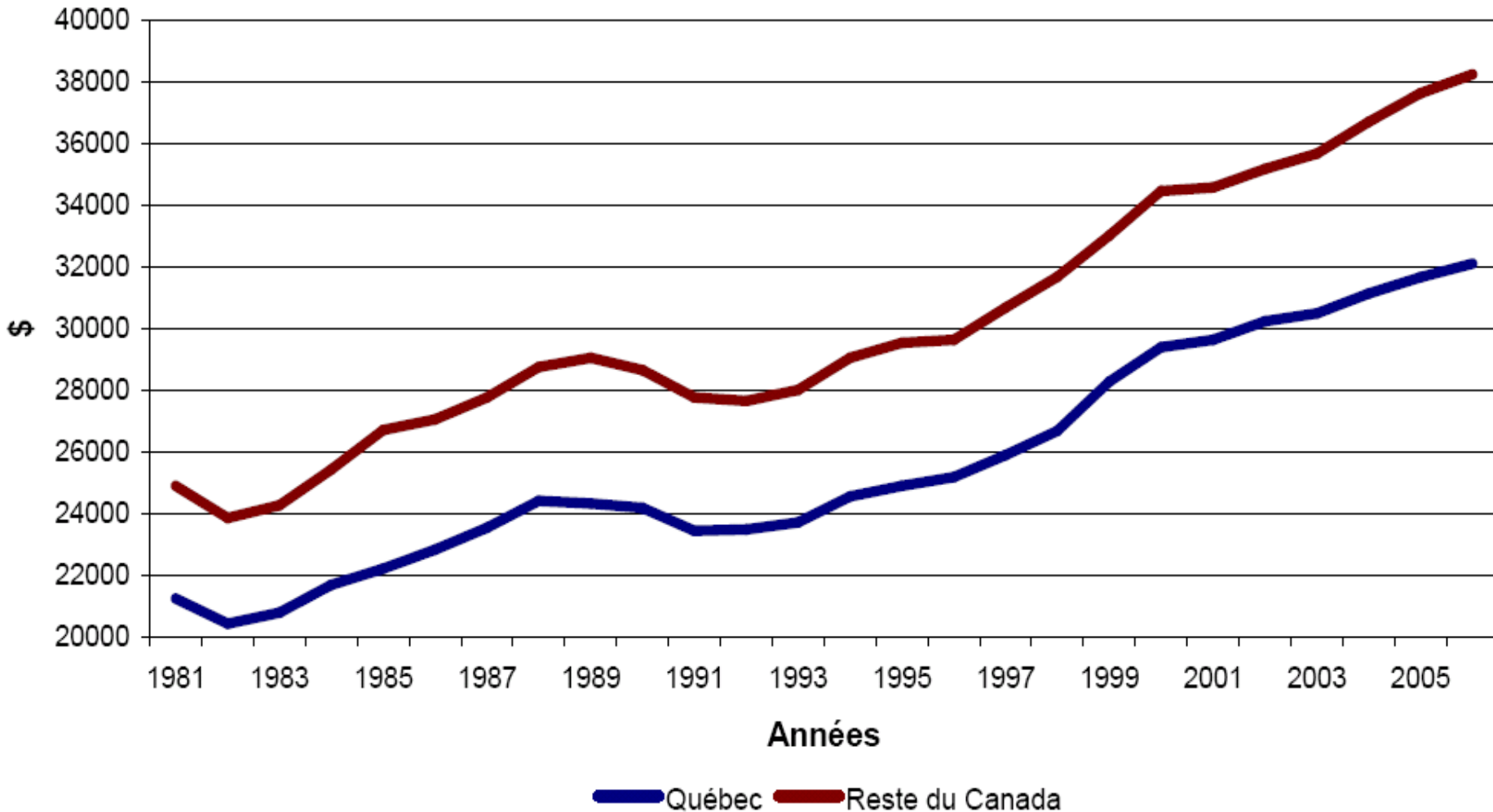
Plan de la présentation

- Portrait socio-économique du Québec: quelques constats et défis
- Le retard économique du Québec: des similitudes avec le cas de la Suède
- Les leçons des réformes du « modèle suédois » pour le Québec

La situation économique relative du Québec se détériore

- Le Québec accuse un retard depuis au moins 25 ans, qui s'accroît, au chapitre de la croissance économique par rapport à ses principaux partenaires économiques (E.U., ROC)
- Entre 1981 et 2006, l'écart entre le PIB par habitant au Québec et celui dans le ROC a augmenté en termes réels de 68%.

Évolution du PIB réel par habitant, Québec et ROC, 1981-2006

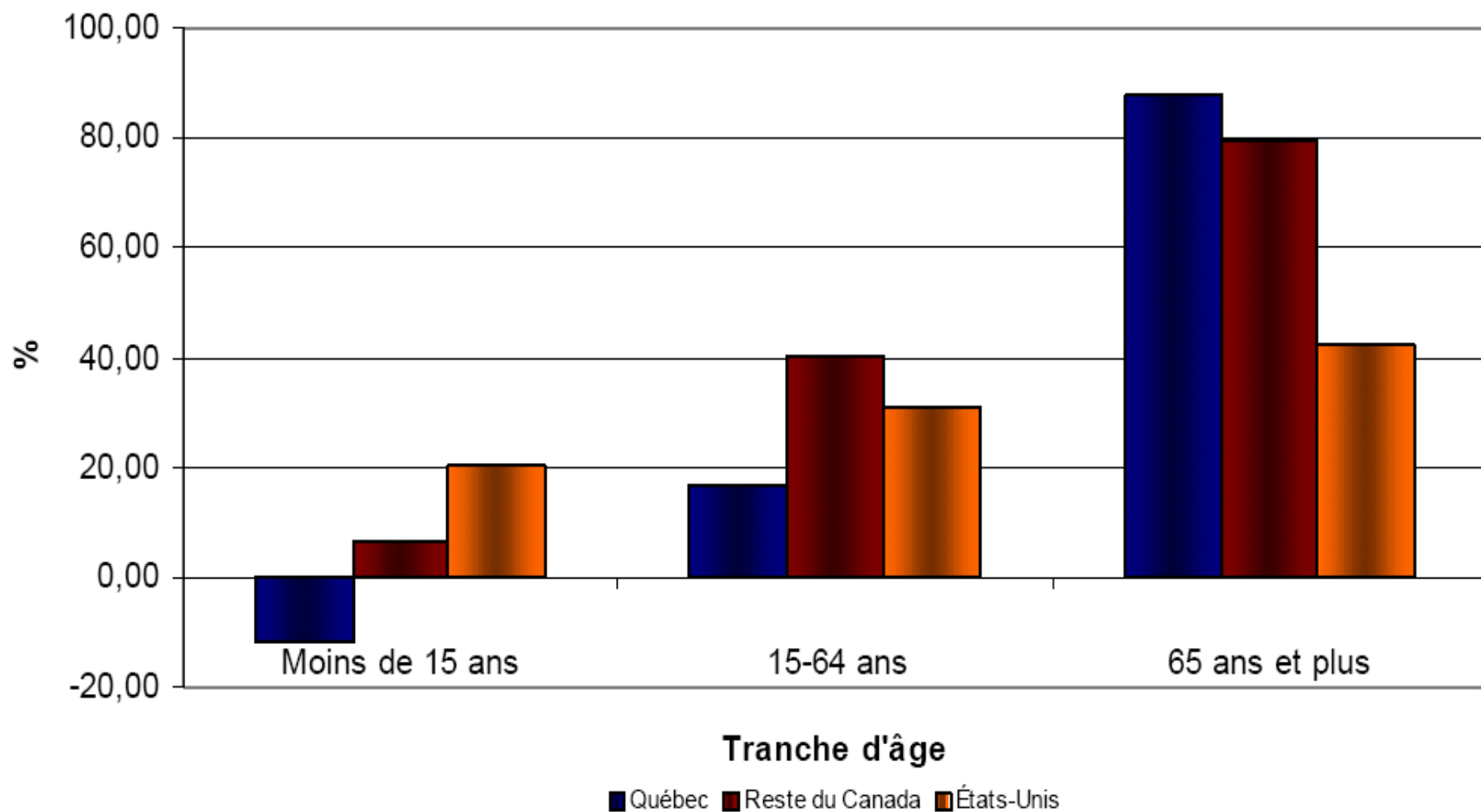


Source: Boyer, M. (2007).

La population québécoise vieillit... et plus rapidement qu'ailleurs!

- Statistique Canada prévoit que le pourcentage de la population de 65 ans et plus au Québec par rapport à la population en âge de travailler va passer de 20% en 2007 à 43% en 2031.
- Le vieillissement de la population et l'inversion de la pyramide des âges risquent d'accentuer davantage les pressions sur les finances publiques de l'État.

Croissance de la population par tranche d'âge, Québec, ROC et É.U., 1981-2006



Source: Boyer, M. (2007)

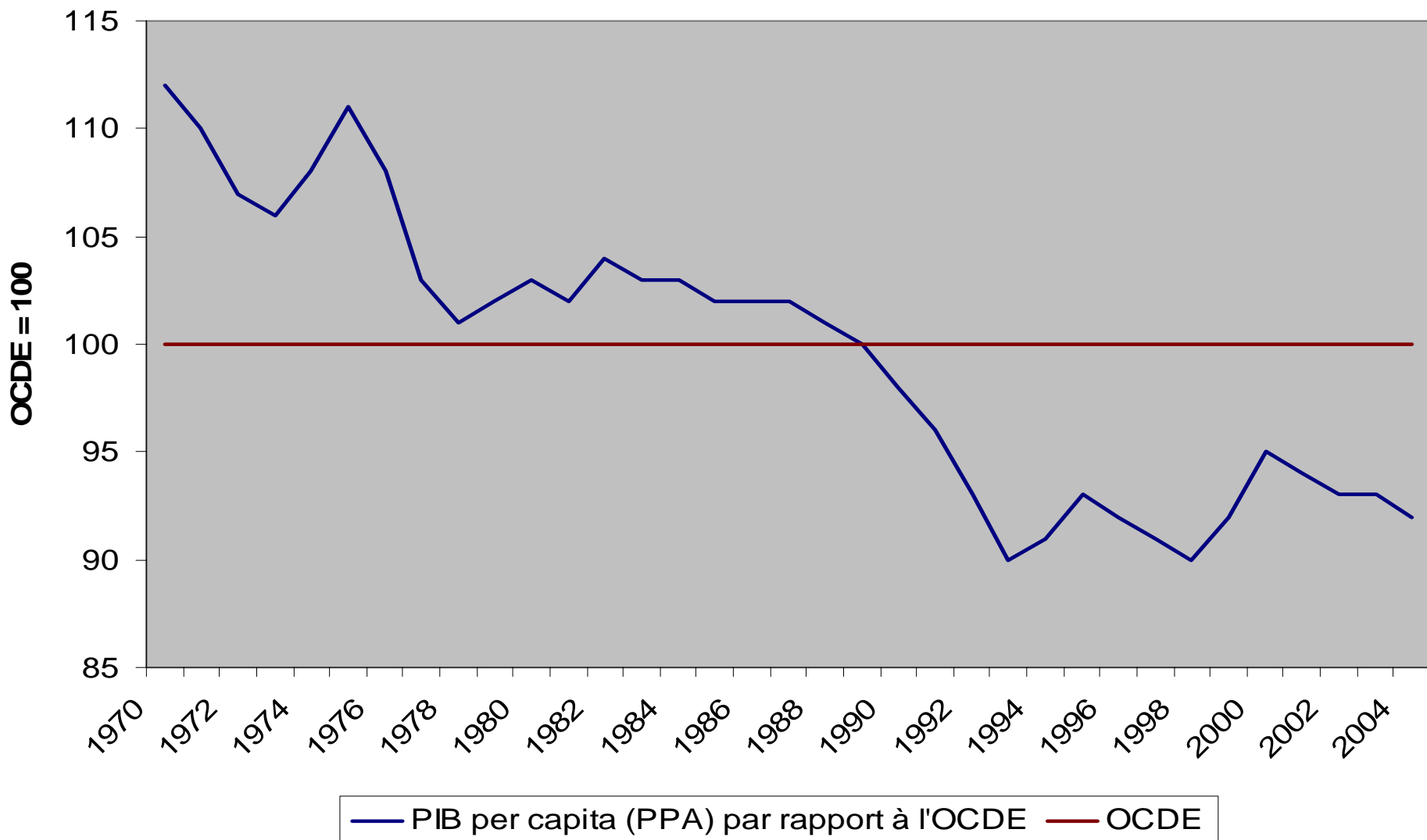
Les défis à relever

- Le Québec a besoin de réformes majeures, s'il veut maintenir:
 - Sa position concurrentielle face à ses partenaires économiques, dans un contexte de mondialisation croissante
 - Des infrastructures et des services publics de qualité, compte tenu de son retard économique et du vieillissement de sa population

L'exemple de la Suède

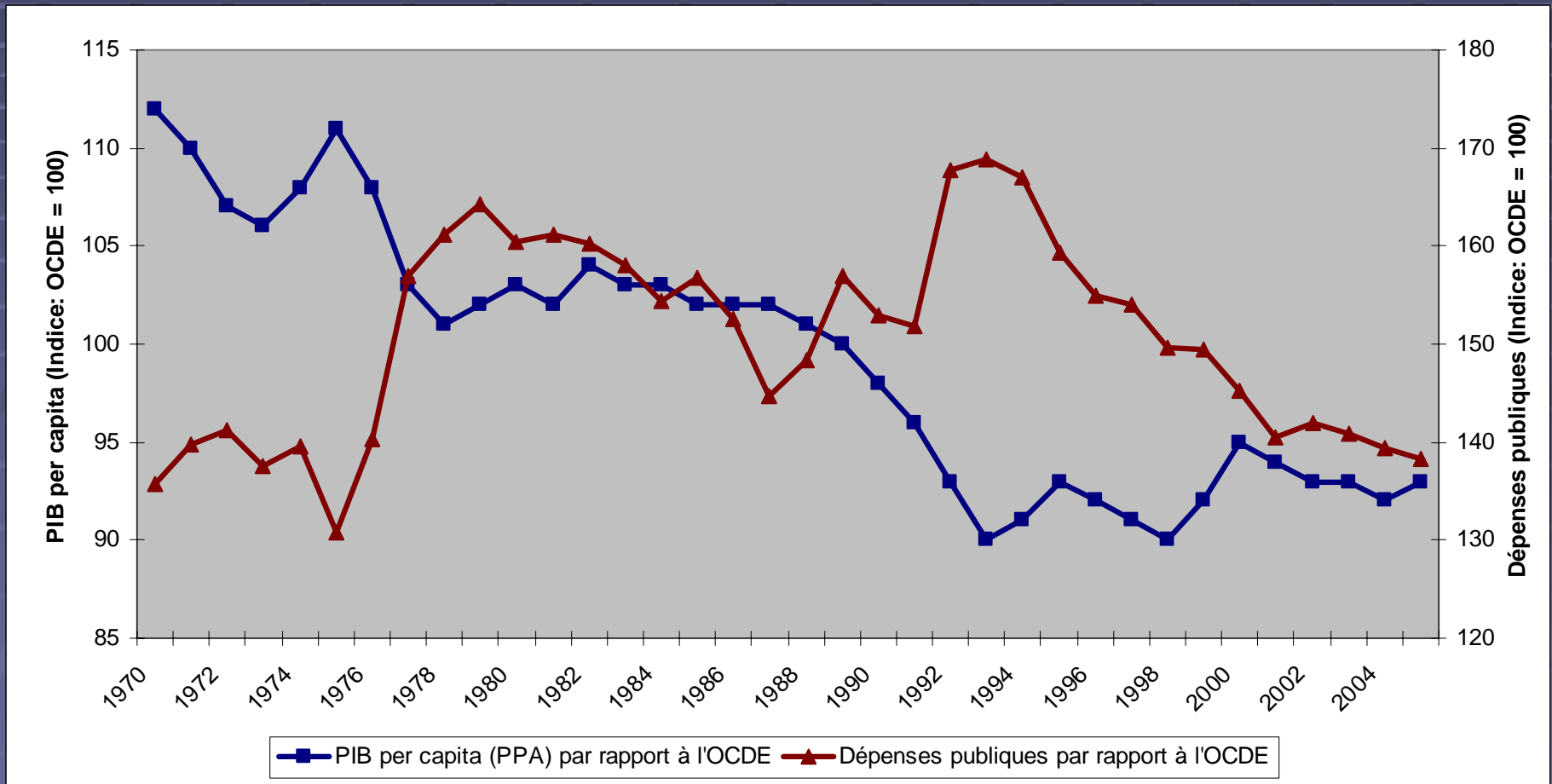
- Plusieurs similitudes avec le Québec:
 - Petite économie (~ 9 millions d'habitants), fortement axée sur le commerce extérieur
 - Main-d'œuvre éduquée, ressources naturelles abondantes
 - État-providence imposant depuis les années 1960.
- Mais surtout:
 - Déclin économique relatif par rapport à ses partenaires économiques (Suède: 4e plus riche en 1970, 16e en 1995)

PIB per capita (PPA), Suède par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE, 1970-2005



Source: OECD, National Accounts Database et calculs de l'auteur

Croissance relative des dépenses publiques (% du PIB) et déclin relatif du PIB per capita, Suède, 1970-2005



Source: OECD, National Accounts Database et calculs de l'auteur

Les réformes du « modèle suédois »

- La Suède a remis son économie sur les rails en procédant à d'importantes réformes:
 - Décentralisation des pouvoirs administratifs
 - Assouplissement de la réglementation dans le marché du travail
 - Réduction du fardeau fiscal et réglementaire
 - Déréglementation et ouverture des monopoles publics à la concurrence

La Santé

- En 1992, l'État suédois ouvre au privé la fourniture des services, tout en continuant de s'occuper du financement
- Les budgets globaux sont éliminés; on subventionne désormais le patient et non l'hôpital
- Le traitement de chaque cas représente un *revenu* supplémentaire, et non une *dépense*
- Depuis 1998, plus de 200 fournisseurs privés (dont plusieurs coopératives de médecins et d'infirmières) se font concurrence
- Les listes d'attente ont baissé (22% seulement dans les deux premières années de la réforme) et les conditions de travail se sont améliorées

L'Éducation

- Depuis 1992, les parents peuvent choisir librement entre une école publique ou une école privée pour leur enfant à l'intérieur de leur municipalité.
- Chaque élève fréquentant un établissement privé reçoit un chèque-éducation équivalent au coût moyen par élève de l'enseignement public.
- Tout en maintenant la gratuité des services pour les parents, ce système favorise la concurrence entre les différents fournisseurs, laquelle est bénéfique pour la qualité de l'enseignement.
- Les résultats académiques des élèves des écoles municipales à proximité d'un établissement privé se sont améliorés.
- Fait à noter, les syndicats n'ont pas été des opposants à la liberté de choix en éducation

Le Transport en commun

- Depuis 1993, la fourniture des services de transport en commun à Stockholm est soumis à des appels d'offre
- Plus de 150 000\$ CND par année d'économies à la société publique qui s'occupe de la gestion dans le comté de Stockholm
- Hausse de 21% de la part du marché du transport en commun entre 1993 et 2006
- 21% des autobus utilisent des carburants « écologiques »
- 63% des autobus sont munis de planchers surbaissés pour accomoder les passagers à mobilité réduite.

Domaine de réforme	Motifs de réforme	Principales réformes des années 1990
Administratif et bureaucratique	<ul style="list-style-type: none"> -Augmenter l'efficacité dans la prestation des services publics -Séparer le domaine de l'élaboration des politiques de celui de la prestation des services 	<ul style="list-style-type: none"> - Décentralisation des pouvoirs au niveau des agences de gouvernance locales - Octroi de plus d'autonomie aux agences locales en matière d'embauche et de licenciement de personnel - Adoption d'une politique de rémunération au mérite (selon la performance et non l'ancienneté) pour les employés de l'État - Abolition des corps de la fonction publique : les employés de l'État sont régis par les mêmes conventions de travail que ceux du secteur privé
Budgétaire et fiscale	<ul style="list-style-type: none"> - Assainir les finances publiques - Améliorer les incitations au travail, à l'épargne et à l'investissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction des dépenses publiques de 72,4% à 56,8% du PIB entre 1993 et 2000. - Plafonnement des budgets des ministères et des agences locales - Adoption d'un objectif d'excédent budgétaire cible égal à 2% du PIB. - Réduction du taux marginal d'imposition des entreprises de 50% à 28% (1994), et du taux marginal supérieur d'imposition sur le revenu des particuliers de 80% à 51% (1991).
Macro-économique	<ul style="list-style-type: none"> -Juguler l'inflation - Fuir le cycle de dévaluations de la monnaie 	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption d'un régime de change à taux flexible - Adoption d'un taux cible en matière d'inflation (2% par an \pm 1%) - Indépendance de la Banque Centrale
Réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> -Ouvrir certains secteurs monopolisés à la concurrence - Offrir la liberté de choix aux citoyens 	<ul style="list-style-type: none"> - Déréglementation des marchés de l'électricité, des services postaux, des télécoms, de la vente d'alcool, de la vente au détail, du taxi et du transport aérien. - Sous-traitance (soumissions par appels d'offres) dans le transport en commun (autobus, métro, train urbain) - Ouverture au privé dans les secteurs de la santé, de l'éducation (« vouchers »), et dans le système public des pensions de retraites.